



MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Pouvoir adjudicateur - Maître de l'ouvrage

Pouvoir Adjudicateur

Groupeement Hospitalier du Territoire SOMME LITTORAL SUD

DIRECTION DES ACHATS

Service juridique des contrats

Place Victor Pauchet

80054 AMIENS CEDEX

Maitre d'Ouvrage et Ordonnateur

Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie

Place Victor Pauchet

80054 AMIENS CEDEX

Objet de la consultation

CONSTRUCTION D'UNE CRECHE HOSPITALIERE
SUR LE SITE SUD DU CHU AMIENS PICARDIE

22TE0271 : MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
passé sans publicité ni mise en concurrence préalables
selon l'article R2122-6 du code de la commande publique

Sommaire

1	OBJET DU MARCHÉ	5
2	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2.1	PIÈCES PARTICULIÈRES.....	6
2.2	Pièces générales.....	6
2.3	DOCUMENTS POSTERIEURS A LA NOTIFICATION.....	7
3	MISSION A LA CHARGE DU TITULAIRE DU MARCHÉ	7
3.1	Mission de base	7
3.2	Missions complémentaires.....	7
3.3	Missions optionnelles (P.S.E. obligatoire).....	8
3.4	Missions spécifiques en cas de consultation anticipée des entreprises	8
3.5	Détermination du phasage opérationnel des travaux	8
3.6	Prestations complémentaires.....	8
4	PERSONNES CONCERNEES PAR LE PROJET.....	8
4.1	La maîtrise d'œuvre (titulaire du présent marché)	8
4.1.1	Forme du groupement.....	8
4.1.2	Sous-traitance	9
4.2	Le maître d'ouvrage	9
4.3	La programmation	9
4.4	Le Contrôleur technique.....	9
4.5	Le Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé	9
4.6	Autres intervenants	9
5	PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE.....	9
5.1	PRESENTATION DES PRESTATIONS PAR LE MAITRE D'ŒUVRE.....	9
5.2	DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
5.3	Format et support choisis pour la remise des études	11
5.4	Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage	11
5.5	FORME DE LA DECISION.....	11
6	PENALITES.....	11
6.1	PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS	11
6.1.1	Pénalités pour retard	11
6.2	Assistance pour la passation des contrats de travaux	12
6.2.1	Marchés de travaux.....	12
6.3	Direction des travaux, visa, études de Synthèse, réceptions	12
6.3.1	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	12
6.3.2	Vérification des projets de décompte final des entrepreneurs	12
6.3.3	Instruction des mémoires de réclamation	13
6.3.4	Etablissement et délivrance des ordres de service	13
6.3.5	Actes modificatifs (avenants) aux marchés de travaux	13
6.3.6	Visa des études d'exécution des entrepreneurs.....	13
6.3.7	Etudes de synthèse	13
6.3.8	Etablissement des comptes rendus de réunions.....	13
6.3.9	Opérations préalables à la réception, levées de réserves.....	13
6.3.10	Missions complémentaires	14
6.3.11	Autres pénalités.....	14
6.3.12	Plafonnement des pénalités prévues au présent marché	14
6.4	CARACTERE LIBERATOIRE DES PENALITES	14
6.5	Répartition des pénalités au sein du groupement de maîtrise d'œuvre	15
6.6	Pénalités provisoires et pénalités définitives.....	15
6.7	Prise en compte des cas de force majeure et des autres cas où la responsabilité de la maîtrise d'œuvre ne peut être engagée	15
7	RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE	15

7.1	Généralités	15
7.2	Forfait initial provisoire	15
7.3	Engagements du Maître d'œuvre relatifs au coût des travaux	15
7.4	Forfait définitif	16
7.5	Rémunération finale	16
8	VARIATION DE PRIX	16
8.1	Mois d'établissement du prix du marché	16
8.2	Révision des acomptes :	16
8.3	Contenu des prix	17
8.4	Taxe sur la valeur ajoutée	17
9	COUT DES TRAVAUX ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE – PENALITES	17
9.1	Coût prévisionnel des travaux et engagements du titulaire	17
9.1.1	Coût prévisionnel provisoire des travaux.....	18
9.1.2	Coût prévisionnel définitif des travaux.....	18
9.1.3	Passage du coût prévisionnel provisoire au coût prévisionnel définitif	18
9.1.4	Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	18
9.1.5	Application de la tolérance sur le coût prévisionnel des travaux et engagement du titulaire	19
9.2	Coût de réalisation des travaux et engagement du titulaire.....	20
9.2.1	Tolérance sur le coût de réalisation des travaux	20
9.2.2	Application de la tolérance sur le coût de réalisation des travaux	20
10	MODIFICATION DU PROJET.....	21
10.1	Modifications à la demande du Maître d'Ouvrage	21
10.2	Modifications qui s'imposent au Maître de l'Ouvrage	21
10.3	Modifications à la demande du Maître d'Œuvre.....	21
10.4	Remplacement d'entreprise	22
11	RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	22
11.1	AVANCE.....	22
11.1.1	Principe.....	22
11.1.2	Garantie.....	22
11.1.3	Paiement	22
11.2	Les acomptes	22
11.2.1	Généralités	22
11.2.2	Pour l'établissement des documents d'études ESQ, APS, APD, PRO et des autorisations administratives.....	22
11.2.3	Pour l'exécution des prestations DCE et ACT	22
11.2.4	Pour l'exécution de la Synthèse et de l'EXE1.....	23
11.2.5	Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET, VISA, SYN, EXE2 et AOR).....	23
11.3	Mode de règlement	24
11.3.1	Délais de paiement.....	24
	Facture électronique :	24
	Dépôt de la facture électronique :	24
11.3.2	Mission de base : forfaits provisoires et définitifs.....	24
11.3.3	Montant de l'acompte	25
11.4	Solde	26
11.4.1	Décompte final.....	26
11.4.2	Projet d'état de solde	26
11.4.3	Décompte général - Etat du solde	26
11.5	Intérêts moratoires	26
12	ASSURANCES.....	27
12.1	Garantie d'assurance des intervenants.....	27
12.2	Polices d'assurances éventuellement souscrites par le Maître d'Ouvrage.....	28
13	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	28
14	DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION	29
14.1	Règlement amiable des différends.....	29
14.1.1	Conciliation par un tiers	29

14.1.2	Saisine du comité consultatif de règlement amiable	29
14.2	Résiliation du marché	29
14.2.1	Formalisme des réclamations	29
14.2.2	Résiliation	29
14.2.3	Conséquence de la résiliation	30
14.3	Tribunal compétent en cas de litige	30
15	CLAUSES DIVERSES	30
15.1	Conduite des prestations dans un groupement	30
15.2	COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	30
15.3	Redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire	31
15.4	CONDITIONS D'EXECUTION	31
15.5	ACHEVEMENT DE LA MISSION	31
16	DÉROGATIONS AU CCAG-MOE	32

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché fait suite à un **concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour la construction d'une crèche hospitalière sur le site sud du CHU d'Amiens (80)**, organisé conformément aux dispositions des articles L2125-1-2°, L 2172-1, R 2162-15 à 26, R2172-2 à 6 du code de la commande publique.

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est conclu selon une procédure de marché sans mise en concurrence et sans publicité préalables conformément à l'article R2122-6 du Code de la Commande Publique, avec le ou les lauréats du concours.

Ce marché prendra la forme d'un marché ordinaire à prix global, forfaitaire et révisable.

S'agissant d'un marché de maîtrise d'œuvre, le prix du marché tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement est provisoire.

Les modalités de calcul de la révision du prix sont fixées au présent cahier des clauses administratives particulières et dans l'acte d'engagement.

Le contexte :

Dans le cadre de son projet social et de son plan de mobilité le CHU Amiens Picardie souhaite construire une crèche hospitalière, sur le site du CHU Sud. En effet, un besoin et des attentes sont exprimés par le personnel et l'établissement souhaite améliorer les conditions de travail, augmenter son attractivité et fidéliser ses professionnels.

A terme, cette crèche est destinée au personnel du CHU, cependant quelques places pourront être ouvertes à d'autres établissements/entreprises situés à proximité du site Sud.

Cette consultation a pour objectif de recruter un Maître d'œuvre qui proposera une crèche de 60 berceaux respectant les éléments du programme.

En parallèle, une Délégation de Service Public pour l'exploitation de la crèche sera mise en place. Le maître d'œuvre devra échanger avec le délégataire en phases APD et/ou PRO sur ses besoins particuliers. L'objectif étant de favoriser une collaboration entre le maître d'œuvre et le délégataire.

L'opération :

Le bâtiment intégrera différentes espaces :

- Accueil public ;
- Accueil enfant : 3 espaces (les bébés non marcheurs, les moyens marcheurs, les grands) ;
- Des espaces communs ;
- Des locaux réservés aux professionnels (logistiques notamment) ;
- Des locaux techniques.

Il est attendu un bâtiment fonctionnel et adapté aux différentes typologies d'usages.

La surface utile identifiée est donc de 658 m². La SDO envisagée pour cette opération est de 790 m².

Des espaces extérieurs sont à prévoir. Il conviendra au candidat de proposer des hypothèses dans le cadre de son projet. A minima, il faudra prévoir des espaces de jeux d'extérieurs (abrités ou non), du stationnement, une aire de livraison logistique et un dépose-minute.

Des enjeux environnementaux :

Dans le respect de la politique de développement durable du Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie, cette opération intégrera une démarche de Haute Qualité Environnementale avec un volet énergétique très performant.

Le niveau de performance à atteindre s'inscrit également dans une stratégie de réduction des coûts énergétiques, d'entretien et de maintenance pérennes.

Coût prévisionnel des travaux en phase programme :

Le coût prévisionnel des travaux en phase programme est de 1,9 M€ HT valeur août 2022.

Durée du marché :

Le marché est conclu pour une durée allant de la réception de la notification du marché par le titulaire jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (GPA) des travaux ou après prolongation de ce délai dans les conditions visées à l'article 15.5 du CCAP.

La durée du marché est définie par les délais partiels de l'ensemble des phases dont certaines font l'objet d'engagement de la part du titulaire. Ces délais et leur point de départ sont prévus au CCAP.

2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 - DPGF - DECOMPOSITION ET REPARTITIONS DES HONORAIRES, éventuellement complétés par une annexe de mise au point du marché (Ouv11).
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le programme de l'opération et ses annexes
- L'offre technique remise par le maître d'œuvre (éventuellement mise à jour à l'issue de la négociation) ;
Autres pièces contractuelles :
- le rapport initial établi par le contrôleur technique ;
- le dossier de demande d'autorisation de construire, l'arrêté du permis de construire (ou autorisation de travaux) et ses éventuelles prescriptions ;
- tous dossier de demande d'autorisation administrative nécessitée par l'opération, et pour chacun l'autorisation obtenue et ses éventuelles prescriptions.

2.2 PIÈCES GÉNÉRALES

- Le Code de la Commande Publique version en vigueur
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021), pour ce qui concerne la maîtrise d'œuvre.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux, en vigueur au moment de la remise des offres.
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ;
- En l'absence de norme européenne, les normes applicables sont les normes françaises homologuées ou autres normes étrangères reconnues équivalentes ;
- Le Code du Travail, livre 2, titre III dont la Réglementation concernant l'Hygiène et Sécurité des Chantiers (lois 93-1418 du 31 déc.93 et décret 94-1159 du 26 déc.94 et textes consécutifs) ;
- Le règlement sanitaire départemental ;
- La réglementation relative à l'accès du bâtiment aux personnes en situation de handicap ;
- La réglementation relative à la sécurité contre l'incendie ;

- La réglementation relative à la sismicité ;
- Les avis techniques et ATEX du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux faisant l'objet de tels avis.
- L'ensemble des normes visées au C.C.T.P.

Ces documents, dont la liste n'est pas limitative, sont réputés connus du Titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

2.3 DOCUMENTS POSTERIEURS A LA NOTIFICATION

Pour diriger l'exécution des prestations, le maître de l'ouvrage délivre au maître d'œuvre des "ordres de service". Ces ordres de service sont écrits, datés et signés par le représentant du maître de l'ouvrage. Ils sont remis par tout moyen permettant de donner date certaine.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître de l'ouvrage dans un délai de quinze jours.

Qu'il ait ou non fait des réserves, le maître d'œuvre se conforme strictement aux ordres de service. Il n'y a pas d'exception à cette dernière disposition.

3 MISSION A LA CHARGE DU TITULAIRE DU MARCHE

L'équipe de maîtrise d'œuvre se verra confier une mission de maîtrise d'œuvre qui doit répondre aux finalités, contraintes et exigences fixées par le CCAP et le CCTP.

Cette mission de base, portant sur une opération de construction neuve d'un bâtiment, est définie à l'article R2431-4 du livre IV de la partie 2.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe n°20 du code de la Commande Publique : « arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ».

La mission de maîtrise d'œuvre objet du présent marché comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP.

3.1 MISSION DE BASE

- ☒ Etudes d'esquisse (ESQ) (mise au point du projet Lauréat lors du concours)
- ☒ Études d'avant-projet sommaire (APS)
- ☒ Études d'avant-projet définitif (APD)
- ☒ Études de projet (PRO)
- ☒ Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)
- ☒ Études d'exécution / Synthèse (EXE1 et SYN)
- ☒ Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- ☒ Assistance aux opérations de réception (AOR)

3.2 MISSIONS COMPLEMENTAIRES

- ☒ EXE2, VISA, SYN
- ☒ EFEA
- ☒ STD

3.3 MISSIONS OPTIONNELLES (P.S.E. OBLIGATOIRE)

☒ Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC)

3.4 MISSIONS SPECIFIQUES EN CAS DE CONSULTATION ANTICIPEE DES ENTREPRISES

Sans objet.

3.5 DETERMINATION DU PHASAGE OPERATIONNEL DES TRAVAUX

La réalisation des travaux se fera en une seule phase.

3.6 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Conformément à l'article R2322-11 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer sans publicité ni mise en concurrence préalables des marchés de services complémentaires qui consistent en des prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution du service tel qu'il est décrit dans le marché initial.

4 PERSONNES CONCERNEES PAR LE PROJET

4.1 LA MAITRISE D'ŒUVRE (TITULAIRE DU PRESENT MARCHE)

La composition de l'équipe de cotraitants, groupement titulaire du marché, figure à l'article 1 de l'Acte d'engagement.

Le mandataire devra désigner au maître d'ouvrage la personne que l'équipe a chargé d'assurer, depuis le début et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, la synthèse technique du projet, en s'assurant notamment de la bonne coordination entre les différents bureaux d'études techniques, en s'assurant de la compatibilité des options retenues. Il assurera également le suivi financier pour ce qui concerne les obligations de la maîtrise d'œuvre.

En cas de défaillance d'un membre de l'équipe proposée, le titulaire doit en aviser immédiatement la maîtrise d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de proposer un remplaçant de qualification et d'expérience au moins équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au maître d'ouvrage dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention ci-dessus.

Le remplacement est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récuse pas dans un délai de 21 jours à compter de la réception de l'avis. En cas de récusation de remplaçant, le maître d'ouvrage peut soit offrir au prestataire un délai de 8 jours pour désigner un autre remplaçant soit résilier le marché aux torts du prestataire. Le défaut d'accord sur le second remplaçant ou le non-respect de la procédure décrite ci-avant expose le prestataire à la résiliation du marché à ses torts.

Le titulaire du présent contrat s'engage à ce que la personne désignée assure une présence aux réunions de conception et une présence physique fréquente, régulière et efficace sur le chantier, au minimum une fois par semaine.

4.1.1 FORME DU GROUPEMENT

Dans le cas d'un groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, doit être désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire (Article R 2142-24 du Code de la Commande Publique).

Le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, en application de l'article R 2142-24 du code de la commande publique.

En cas de groupement, la forme que prendra le groupement est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

En effet :

- compte tenu de la spécialisation de certains cotraitants (voire de la mono-activité), et compte tenu de la capacité financière très variable entre les différents cotraitants, il n'est pas souhaité un groupement solidaire ;

- compte tenu de la pluralité des compétences requises au sein de l'équipe de maîtrise d'œuvre, il est souhaité par la maîtrise d'ouvrage d'avoir un mandataire solidaire du groupement conjoint, qui soit responsable de la bonne exécution du marché et de l'ensemble des missions de maîtrise d'œuvre (en particulier pour gérer d'éventuelles défaillances de l'un des cotraitants).

4.1.2 SOUS-TRAITANCE

Il est fait application des stipulations de l'article 3.6 du CCAG-MOE.

4.2 LE MAITRE D'OUVRAGE

Les désignations du maître d'ouvrage sont précisées dans l'acte d'engagement.
Il s'agit du CHU Amiens Picardie, représenté par son Directeur Général.

4.3 LA PROGRAMMATION

La programmation a été réalisée par le CHU Amiens Picardie.

4.4 LE CONTROLEUR TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique.
Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique le concernant, sauf avis contraire express du maître d'ouvrage, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études de conception et des études préalables à l'exécution que de l'exécution des ouvrages, jusqu'à obtention d'un rapport final sans réserve.
Le contrôle technique sera attribué ultérieurement, le nom du contrôleur sera alors communiqué au titulaire.

4.5 LE COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le Maître d'Ouvrage confiera une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Le Coordonnateur (CSPS) exercera sa mission conformément aux termes du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

La mission de coordination en matière de S.P.S. sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur S.P.S. ainsi que celui de la personne physique seront alors communiqués.

Le cas échéant si l'opération devait passer en catégorie 1, après vérifications précises en lien avec le CSPS, il sera alors mis en place un Collège Inter-entreprises (CISCT). Le MOE participera obligatoirement à ce collège et à ses réunions.

4.6 AUTRES INTERVENANTS

Sans objet

5 PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE

5.1 PRESENTATION DES PRESTATIONS PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Par **dérogation** à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE '*Frais de vérification*', le Maître d'Œuvre est dispensé d'aviser par écrit le Maître de l'Ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents d'études sont remis par le Maître d'Œuvre au Maître de l'Ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le Maître de l'Ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée et dans les conditions précisées à l'article « Propriété intellectuelle » du présent CCAP.

En outre, le Maître d'Œuvre établira et adressera, à ses frais, directement pour avis, un exemplaire sur papier de chacun des dossiers ESQ, AVP, Demandes d'autorisation administrative (PC, ...), PROJET, Dossier de Consultation des entreprises, rapports d'analyses, Marchés de travaux, Plans de Synthèse et les DOE au Contrôleur Technique et au Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé.

5.2 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

	Point de départ des délais de présentation des études	Délais de réalisation maximum (en semaine)	Nombre d'exemplaires minimal
Études d'Esquisse (mise au point du projet Lauréat lors du Concours)	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la notification du marché, valant ordre de service de démarrage des prestations	1	3
Études d'avant-projet sommaire		3	3
Études d'avant-projet définitif		4	3
Dossier Permis de Construire (en parallèle des études d'avant-projet)		En temps masqué sur APD	Conformément à la réglementation
Études de projet / DCE		6	3 Dont un exemplaire en version informatique modifiable*
Analyse des offres entreprises de travaux	date de l'ouverture des plis contenant les offres	3	3 Dont un exemplaire en version informatique modifiable*
Mise au point des dossiers marchés	décision d'attribution des marchés	1	3
Délivrance des OS à l'entreprise	Date de la notification de la décision	1	
Études d'exécution / Synthèse	Date de démarrage de la période de préparation, les plans d'exé doivent être remis à l'entreprise au moins 1 mois avant son intervention	3	
Diffusion des CR de réunions de chantier	Date de la réunion de chantier	0.5	
Acomptes mensuels travaux	Transmission du décompte par l'entreprise	1	3
Acompte général travaux	Transmission du décompte final par l'entreprise	1	3
OPR	Demande de réception par l'entreprise	1.5	
Intervention pendant la GPA	Date de la réception du document signalant un dysfonctionnement	1	
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception des travaux	4	2, dont 1 reproductible
Mémoire en réclamation des entreprises	Date de la réception de la réclamation	2	
Dossier d'identité SSI	Date de la réception des travaux	1	

(*) Il est précisé que le dossier de consultation des entreprises et le rapport d'analyse des offres devront être retravaillés autant de fois que nécessaire pour satisfaire les exigences de la maîtrise d'ouvrage conformément aux règles de la commande publique et aux frais du maître d'œuvre.

Le projet de DCE et le rapport d'analyse devront être remis en un exemplaire informatique modifiable afin que le pouvoir adjudicateur puisse y apposer des commentaires lors de sa relecture, étant bien entendu qu'aucune modification ne sera apportée aux documents sans que le maître d'œuvre en soit informé.

Néanmoins, sur décision du maître de l'ouvrage, certaines phases pourront être menées en parallèle.

Egalement sur décision du maître de l'ouvrage, certains rendus pourront être uniquement sous forme dématérialisée.

Les délais de réalisation indiqués ci-dessus sont des délais maximums. Le calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux est un document constitutif de l'offre de l'équipe ; il pourra être mis au point avec le maître d'ouvrage en début d'exécution du marché.

En cas d'ajournement ou de rejet des documents d'études, le maître d'œuvre dispose d'un **délai de deux (2) semaines** pour fournir des documents d'études conformes. Au-delà de ce délai, les pénalités prévues au marché pourront être appliquées et la procédure de résiliation du marché pourra être engagée conformément à l'article 14 du présent CCAP.

Si le maître d'œuvre n'a pas obtenu les documents indiqués au C.C.A.G. Travaux dans les délais prévus, ou au CCAP Travaux en cas de dérogation, il devra justifier auprès du maître d'ouvrage qu'il a exercé auprès des entreprises les mesures nécessaires.

5.3 FORMAT ET SUPPORT CHOISIS POUR LA REMISE DES ETUDES

Les études sont remises au maître d'ouvrage sur le support suivant :

- 3 exemplaires en format papier, dont 1 reproductible
- 1 exemplaire sous format informatique. Les formats informatiques sont : PDF, JPG, DOC, XLS et DWG.

5.4 DELAIS D'APPROBATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

	Délais d'approbation (en semaines)
Études d'esquisse	1
Études avant-projet sommaire	3
Études d'avant-projet définitif et PC	3
Études de projet / DCE	3

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Dans l'hypothèse où, à l'issue de ces délais, le maître d'ouvrage ne serait pas en possession des avis ou approbations réglementaires délivrées par les autorités administratives compétentes, le maître d'ouvrage pourra accepter ces documents d'études en assortissant sa décision d'une réserve de principe.

Dès que le maître d'ouvrage aura connaissance des avis ou réserves formulées par lesdites autorités, il en fera notification au titulaire qui devra alors, au titre de sa mission, prendre toutes dispositions pour apporter aux dossiers d'études les corrections nécessaires.

5.5 FORME DE LA DECISION

La décision est notifiée par ordre de service.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG-MOE (acceptation tacite). Le maître d'œuvre doit alors conduire les études de l'élément de mission suivant. En dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, cette disposition n'est pas opérante pour les éléments "Avant-projet définitif" et "Dossier de consultation des entreprises" pour lequel la décision ne peut être qu'expresse.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

6 PENALITES

6.1 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS

6.1.1 PENALITES POUR RETARD

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'études imputables au Maître d'Œuvre, le Maître d'Œuvre pourra subir sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à :

ESQ : 300 € HT

APS : 300 € HT

Dossier pour les autorisations administratives: 300 € HT

APD : 300 € HT

PRO : 300 € HT

ACT/DCE : 300 € HT par jour calendaire pour retard concernant la fourniture du "Dossier de Consultation des Entreprises", ainsi que pour la fourniture du rapport d'analyse des offres après ouverture des plis.

Plans de synthèse : 300 € HT par plan

DOE : 300 € HT par jour calendaire pour retard concernant la fourniture du « Dossier des Ouvrages exécutés »

Ces pénalités pourront s'appliquer en cas de retard pris par la Maîtrise d'Œuvre lors des mises au point de ces différentes études.

6.2 ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX

6.2.1 MARCHES DE TRAVAUX

Le Maître d'Œuvre remettra au Maître de l'Ouvrage le rapport d'analyse des offres, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter des dates auxquelles les offres auront été ouvertes.

De même, il établira les Dossiers des Marchés de Travaux dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'accord du Maître de l'Ouvrage sur les offres retenues et mises au point.

Si ces délais ne sont pas respectés, le Maître d'Œuvre pourra encourir sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 300 € HT.

6.3 DIRECTION DES TRAVAUX, VISA, ETUDES DE SYNTHESE, RECEPTIONS

6.3.1 VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS

Le délai de vérification par le Maître d'Œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs est fixé à 7 jours calendaires à compter des dates des accusés de réception des documents ou des récépissés de remises (Les dates de réception, par le maître d'œuvre, des documents présentés par les entreprises, devront obligatoirement figurer sur les projets de décomptes).

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre pourra encourir, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé à 300 € HT.

Toutefois, si du fait du retard imputable au concepteur, le Maître de l'Ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors fixée selon la formule suivante :

Pénalité = $M \times T (R + 15)$, dans laquelle :

360 x 100

M est le montant des états d'acomptes,

T est le taux d'intérêt fixé par arrêté du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget

R est le retard en nombre de jours

6.3.2 VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE FINAL DES ENTREPRENEURS

Le délai de vérification des projets de décompte final et l'établissement des décomptes généraux est fixé à 7 jours calendaires à compter des accusés de réception des documents ou des récépissés de remise (Les dates de réception, par le maître d'œuvre, des documents transmis par les entreprises, devront obligatoirement figurer sur les projets de décompte final.)

En cas de retard dans la vérification de ces décomptes, le Maître d'Œuvre pourra encourir, sur ses créances, des pénalités, dont le montant par jour calendaire de retard, est fixé à 300 € HT.

6.3.3 INSTRUCTION DES MEMOIRES DE RECLAMATION

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le Maître d'Œuvre du mémoire de réclamation.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le Maître d'Œuvre pourra encourir sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard et par mémoire en réclamation, est fixé à 300 € HT.

6.3.4 ETABLISSEMENT ET DELIVRANCE DES ORDRES DE SERVICE

Le Maître d'œuvre devra établir et notifier les ordres de service aux entrepreneurs dans un délai de 7 jours à compter du fait générateur ou de la demande du maître d'ouvrage.

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre pourra encourir sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire et par ordre de service est fixé à 300 € HT.

6.3.5 ACTES MODIFICATIFS (AVENANTS) AUX MARCHES DE TRAVAUX

Les projets d'actes modificatifs aux marchés de travaux devront être présentés par le Maître d'Œuvre dans un délai de 15 jours suivant au plus tard de la demande du Maître de l'Ouvrage de les établir notifiée par tous moyens permettant d'en attester sa bonne réception par le titulaire.

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre pourra encourir sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire et par projet d'avenant est fixé à 300 € HT.

6.3.6 VISA DES ETUDES D'EXECUTION DES ENTREPRENEURS

Le délai imparti au Maître d'Œuvre pour viser les études exécutées par l'entrepreneur (plans d'exécution) est de 7 jours calendaires à compter de la date de réception par le Maître d'Œuvre des documents et de 7 jours calendaires pour les indices ultérieurs.

Le Maître d'Œuvre disposera d'un délai de 7 jours calendaires pour fournir aux Entrepreneurs les détails de conception nécessaires à l'exécution.

En cas de retard dans le visa des documents d'étude ou dans la transmission des détails nécessaires à l'exécution, le Maître d'Œuvre pourra encourir sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard et par document à viser ou à établir, est fixé à 300 € HT.

Cette pénalité n'est pas applicable si le Maître d'Œuvre démontre que ce retard est dû à une fourniture hors planning des plans EXE par l'entreprise.

6.3.7 ETUDES DE SYNTHESE

Le Maître d'Œuvre doit en assurer l'exécution conformément au planning.

En cas de retard dans l'exécution de la mission, le Maître d'Œuvre pourra encourir sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard et par document à établir est fixé à 300 € HT.

6.3.8 ETABLISSEMENT DES COMPTES RENDUS DE REUNIONS

Le Maître d'œuvre diffusera les comptes rendus des réunions qu'il conduit dans le délai de 3 jours calendaires à compter de la date de réunion.

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre pourra encourir sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 300 € HT.

6.3.9 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION, LEVEES DE RESERVES

En cas de dépassement de chacun des délais figurant au CCAG Travaux, que la réception soit partielle ou totale, le Maître d'Œuvre pourra encourir sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 300 € HT.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception (partielle ou totale) et aux propositions complémentaires correspondantes du Maître d'Œuvre à la personne responsable des marchés.

6.3.10 MISSIONS COMPLEMENTAIRES

En cas de retard dans ses actions relatives à ses missions complémentaires, le Maître d'Œuvre pourra encourir des pénalités dont le montant par jour calendaire sera de 300 € HT.

6.3.11 AUTRES PENALITES

Dans le but d'inciter le Maître d'Œuvre à exécuter sa mission dans les conditions prévues dans le Dossier de Consultation des Entreprises pour l'exécution des travaux, avec tout le sérieux et la rigueur nécessaire à une bonne qualité des ouvrages, et à respecter le coût prévisionnel des travaux, le Maître de l'Ouvrage pourra lui appliquer des pénalités dans les trois cas suivants :

- ⇒ Non-respect des délais d'exécution des travaux,
- ⇒ Non-respect de la qualité, et non-conformité de la réalisation,
- ⇒ Non-respect du coût prévisionnel des travaux,

En cas de retard d'exécution excédant une franchise de quinze jours ouvrés, que ce retard soit imputable au Maître d'Œuvre lui-même ou à une entreprise, une pénalité pourra être appliquée sur les créances du Maître d'Œuvre.

Cette pénalité, par jour calendaire de dépassement, comptée dès le premier jour de retard, sera égale à : 300 € HT.

Néanmoins, cette pénalité ne sera pas applicable si, dans le cas d'un retard imputable à une ou plusieurs entreprise(s), le Maître d'Œuvre établit qu'il a pris les mesures ou sanctions qui s'imposent à l'encontre de l'entreprise, et proposé au Maître de l'Ouvrage les dispositions propres à y remédier.

Respect de la qualité et conformité de la réalisation

Pendant l'exécution des travaux, la qualité des travaux et ouvrages devra être conforme aux dispositions qui ressortent de l'application des textes réglementaires et normatifs (règles de sécurité, normes françaises, D.T.U., avis techniques, etc.) des spécifications techniques détaillées du marché de travaux et des exigences formulées par les différentes autorités locales compétentes.

Dans le cas contraire, le Maître d'Œuvre proposera sous 10 jours calendaires à compter du constat de défaut, au Maître de l'Ouvrage et en concertation avec lui, un plan comportant toutes les dispositions propres à corriger ces défauts de qualité. Il prendra immédiatement toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter les corrections.

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre pourra encourir sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 300 € HT.

Respect du coût prévisionnel

Le respect du coût prévisionnel est traité à l'article REMUNERATION du présent CCAP.

6.3.12 PLAFONNEMENT DES PENALITES PREVUES AU PRESENT MARCHÉ

Le montant total des pénalités appliquées au titre du présent marché ne pourra excéder 15 % du montant du marché de maîtrise d'œuvre (forfait total définitif avant révisions).

Par ailleurs, il n'y a pas de plafonnement des pénalités pour chaque mission du présent contrat.

6.4 CARACTERE LIBERATOIRE DES PENALITES

Il est précisé que les pénalités du présent contrat ne sont pas libératoires des éventuels préjudices que pourraient subir le CHU du fait des actions du maître d'œuvre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve donc, en sus des pénalités contractuelles, le droit de réclamer au Titulaire, la réparation du préjudice résultant de tout fait fautif de ce dernier.

6.5 REPARTITION DES PENALITES AU SEIN DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE

Dans le cas d'un groupement pour lequel le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le Mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au Mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres cotraitants.

6.6 PENALITES PROVISOIRES ET PENALITES DEFINITIVES

Lorsqu'un retard intermédiaire (de la mise au point de l'Esquisse au lancement de la consultation travaux) peut être rattrapé dans une phase ultérieure, la pénalité est réputée provisoire et ne devient définitive que si le retard subsiste au moment du lancement de la consultation travaux.

Des retenues provisoires sur les situations pourront être appliquées par la maîtrise d'ouvrage. Si les pénalités provisoires sont réduites ou annulées, les retenues provisoires sont restituées dès la première situation suivant cette régularisation.

Ce principe de pénalités provisoires est également appliqué à l'ensemble de l'opération lorsqu'il est possible d'inclure un délai intermédiaire dans un délai plus global.

6.7 PRISE EN COMPTE DES CAS DE FORCE MAJEURE ET DES AUTRES CAS OU LA RESPONSABILITE DE LA MAITRISE D'ŒUVRE NE PEUT ETRE ENGAGEE

Le maître d'œuvre pourra justifier ses retards du fait de cas de force majeure qui ne lui permettent pas de respecter les délais prescrits.

Plus généralement, si la raison du retard provient d'un fait non imputable à la maîtrise d'œuvre, la justification étayée de ce retard permettra de lever les pénalités en résultant.

7 RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

7.1 GENERALITES

La rémunération du Maître d'œuvre est forfaitaire et révisable.

Le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques du **mois M0 fixé dans l'acte d'engagement, mois de la remise des plis de l'offre initiale.**

Le forfait de rémunération couvre tous les frais entraînés par l'exécution des missions énoncées et définies par le présent CCAP et ses annexes, y compris assurances, frais de déplacements, frais de reproduction, etc. Le Maître d'Œuvre s'engage à n'accepter aucune rémunération de la part d'un tiers au titre de la mission qui lui est confiée par le présent marché. En outre, il s'interdit d'accepter toute mission complémentaire pour des tiers, intervenant dans la réalisation de l'opération définie à l'article 3 du présent CCAP.

Dans les mêmes conditions, le Maître d'œuvre s'interdit de faire appel aux intervenants, entreprises ou fournisseurs pour exécuter tout ou partie de sa mission.

7.2 FORFAIT INITIAL PROVISOIRE

Pour la mission de base, le forfait est tout d'abord provisoire et son montant ainsi que sa décomposition par éléments de mission sont indiqués **dans l'acte d'engagement (annexe 1 - DPGF - DECOMPOSITION ET REPARTITIONS DES HONORAIRES)**. Il est égal au produit du taux de rémunération **t** fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement par le montant de l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux établie par la maîtrise d'ouvrage telle qu'indiquée dans l'acte d'engagement.

Pour les missions complémentaires, les forfaits sont définitifs sur la base du programme contractuel. Ils sont **indiqués dans l'acte d'engagement.**

7.3 ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE RELATIFS AU COUT DES TRAVAUX

Comme indiqué à l'article 9 '*Coût des travaux et engagements du titulaire – pénalités*', le Maître d'œuvre s'engage à respecter successivement :

- Le coût prévisionnel provisoire des travaux,
- Le coût prévisionnel définitif des travaux,
- Le coût de réalisation des travaux.

A défaut, il sera fait application des mesures et pénalités décrites à l'article 9.

7.4 FORFAIT DEFINITIF

Pour la mission de base, le forfait définitif de rémunération qui vient en remplacement du forfait provisoire est déterminé à la suite de l'acceptation par le Maître d'Ouvrage du coût prévisionnel définitif des travaux.

A programme constant, le forfait définitif de rémunération est établi par application des dispositions de l'article 3 de l'acte d'engagement.

Il est égal au produit du taux de rémunération t' (taux résultant de l'évolution linéaire de t suivant la grille de rémunération proposée dans le *Guide à l'intention des maîtres d'ouvrage publics pour la négociation des rémunérations de maîtrise d'œuvre de la MIQCP*, mise à jour d'octobre 2019) par le montant de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux accepté par le Maître de l'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre, à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif. Ce montant de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux est ramené aux conditions économiques du mois m_0 figurant à l'acte d'engagement, par application d'un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment => Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 - Identifiant 001710986) pris au mois de son établissement.

Un acte modificatif au présent marché fixera l'estimation définitive du coût prévisionnel de l'ouvrage et le forfait définitif de rémunération.

La rémunération définitive totale due au titre du marché s'obtient en additionnant le forfait définitif de rémunération de la mission de base et les forfaits qui figurent dans l'acte d'engagement pour les missions complémentaires. Seule la mission de base est donc revalorisée.

7.5 REMUNERATION FINALE

La rémunération finale est égale à la rémunération définitive établie ci-dessus affectée, s'il y a lieu :

1. des minorations de rémunération forfaitaire envisagées au titre du respect de l'article du « COUT DES TRAVAUX » du présent CCAP,
2. de l'incidence des modifications par rapport aux prévisions initiales telles qu'énoncées dans l'article « MODIFICATION DU PROJET » du présent CCAP,
3. des pénalités,
4. des réfections et éventuelles retenues prévues par le marché.

Le tout sans préjudice de l'application des dispositions prévues pour les cas de résiliation du marché.

8 VARIATION DE PRIX

8.1 MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M_0 (M_0 "Études") fixé dans l'acte d'engagement, m_0 = février 2023.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index divers de la construction ING - Ingénierie - Base 2010 - Identifiant 001711010.

La publication de référence pour l'indice est le journal officiel.

8.2 REVISION DES ACOMPTES :

Les acomptes sont révisés par application d'un coefficient $C = 0,3 + 0,7 \frac{I_{m-3}}{I_{0-3}}$

dans lequel :

- 0,3 est une partie fixe,
- I_{0-3} est l'index ingénierie du mois m_0 moins 3 mois (soit novembre 2022),
- I_{m-3} est l'index ingénierie afférent du mois m moins 3 mois.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue, les révisions sont calculées provisoirement sur la base de la valeur du dernier coefficient publié.

Elles sont rectifiées dès que les index correspondants sont publiés, à l'occasion du versement des acomptes ultérieurs.

Les coefficients de révision sont arrondis au 1/1000ème supérieur.

8.3 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont donnés hors TVA et comprennent tous les droits et taxes relevant de la propriété industrielle ou commerciale.

Sont également inclus dans les prix, outre les prestations prévues au CCTP :

- l'ensemble des frais de reproduction,
- les frais d'études et de conception du projet ainsi que les frais de contrôle général d'exécution des travaux,
- les frais d'études pour les adaptations éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux, qui ne résulteraient pas de modifications demandées par le Maître d'Ouvrage,
- les frais d'établissement des dossiers en vue des procédures administratives, notamment le dossier de demande de PC,
- les frais pour défaillance éventuelle des cotraitants ou sous-traitants,
- les frais d'établissement des documents DOE,
- les frais d'assurance et de garanties conformément au CCAP,
- la marge bénéficiaire du Titulaire.

8.4 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des acomptes mensuels et du paiement pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

9 COUT DES TRAVAUX ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE – PENALITES

9.1 COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le coût prévisionnel des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

Il comprend notamment :

- ♦ les travaux de bâtiment tous corps d'état et tous les équipements immeubles par destination ou exigés au P.T.D., nécessaires au bon fonctionnement du ou des immeubles,
- ♦ les démolitions complémentaires,
- ♦ les travaux d'adaptation au terrain et d'adaptation au site des Voiries et Réseaux Divers,
- ♦ l'impact de la réglementation sismique, si nécessaire,
- ♦ la protection contre les venues d'eau, si nécessaire,
- ♦ les suppléments dus aux contraintes du site (notamment toiture, aspect des façades, préconisation de l'Architecte des Bâtiments de France, interventions sur les terrains et immeubles mitoyens rendus nécessaires par l'opération),
- ♦ les frais résultant des obligations du Maître d'Ouvrage au regard du Code du Travail,
- ♦ les études d'exécution des ouvrages,

Par contre, il ne comprend pas :

- ♦ les frais préliminaires (sondages, géomètre, investigations concernant le site),

- ♦ les fondations spéciales éventuelles au vu des rapports réalisés ou complémentaires de sondages de sols,
- ♦ les frais et taxes de branchements aux réseaux publics,
- ♦ les dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiées à un artiste ou à un prestataire extérieur,
- ♦ les frais de contrôle technique et de coordination sécurité santé et plus généralement les honoraires des prestataires visés à l'article 4,
- ♦ les frais de publicité et de consultation des entreprises,
- ♦ la prime éventuelle de l'assurance "dommages",
- ♦ les incidences liées aux contraintes archéologiques.

9.1.1 COUT PREVISIONNEL PROVISoire DES TRAVAUX

Le présent marché est conclu sur la base du montant provisoire du coût prévisionnel des travaux valant enveloppe financière du Maître de l'Ouvrage, telle qu'indiquée dans l'acte d'engagement.

A chaque étape d'études, le Maître d'œuvre s'engage à avoir pour objectif que son estimation prévisionnelle respecte l'enveloppe financière fixée par le Maître de l'ouvrage.

9.1.2 COUT PREVISIONNEL DEFINITIF DES TRAVAUX

Il est arrêté par le Maître de l'ouvrage sur la base de l'estimation prévisionnelle établie par le concepteur à l'issue des études d'avant-projet définitif (APD), après examen contradictoire de ces documents d'études, et si besoin, après mise au point du projet.

Un acte modificatif au présent marché fixera l'estimation définitive du coût prévisionnel de l'ouvrage et le forfait définitif de rémunération.

9.1.3 PASSAGE DU COUT PREVISIONNEL PROVISoire AU COUT PREVISIONNEL DEFINITIF

Dans l'hypothèse où le coût prévisionnel des travaux proposé par le Maître d'œuvre à l'appui de son Avant-projet Définitif APD serait supérieur au coût prévisionnel provisoire des travaux mentionné à l'Acte d'engagement, le Pouvoir adjudicateur aura le choix :

1^{ère} possibilité :

- | | |
|------------------|--|
| Soit | REFUSER d'approuver les prestations. |
| <u>et</u> | demander au Maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, fixée par le Maître d'Ouvrage dans le délai indiqué à l'article 5.2 du présent CCAP. |

Si le Maître d'œuvre **n'est pas en mesure de maintenir** son coût prévisionnel à l'intérieur de l'enveloppe arrêtée par le Maître d'Ouvrage, sans remettre en cause le projet :

- Le Maître d'œuvre pourra être considéré comme défaillant.
- Et le présent marché pourra être résilié conformément à l'article du CCAG '*Résiliation pour faute du titulaire*'.

2^{ème} possibilité :

- | | |
|------------------|--|
| Soit | ACCEPTER d'approuver les prestations du Maître d'œuvre. |
| <u>et</u> | modifier le coût prévisionnel des travaux. |

9.1.4 TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance égal à **2,5%**

9.1.5 APPLICATION DE LA TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET ENGAGEMENT DU TITULAIRE

9.1.5.1 Pendant l'élaboration des études : respect du SEUIL DE TOLERANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel définitif des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance qui lui est attaché.

L'avancement des études permet au Maître d'Œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le Maître d'Œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître de l'Ouvrage le lui demande.

9.1.5.2 Lors de la phase d'attribution des marchés de travaux : COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX et respect du coût prévisionnel définitif.

Lorsque le Maître de l'Ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le Maître d'Œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation.

Ce coût, dit COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX, est obtenu en multipliant le montant des offres retenues pour chacun des lots, tous critères confondus, comme étant économiquement les plus avantageuses pour le Maître de l'Ouvrage après concertation sur la base des propositions du Maître d'œuvre, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment => Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 - Identifiant 001710986) pris au mois M₀ des offres travaux ci-dessus et au mois M₀ des études du marché de maîtrise d'Œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur ; ce coût de référence est arrondi au chiffre entier supérieur.

1. Dans l'hypothèse où le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance :

Le Maître de l'Ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le Maître de l'Ouvrage peut également demander la reprise des études. Le Maître d'Œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre respectant le coût prévisionnel définitif des travaux.

Le Maître d'Œuvre fait des propositions en ce sens au Maître de l'Ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'Œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai au moins égal à 15 jours à compter de la réception de cette acceptation, et qui sera convenu avec le Maître de l'Ouvrage, afin de permettre au Maître de l'Ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres.

Le Maître d'Œuvre s'engage à reprendre ses études selon cette procédure jusqu'à ce que le COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX soit inférieur AU SEUIL DE TOLERANCE.

Au terme des propositions du Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché si les montants des offres de prix dépassent le coût prévisionnel définitif assorti de la tolérance ou s'il estime que les modifications apportées dénaturent le programme contractuel ou le projet retenu. Dans ce cas, la résiliation se fera selon les modalités du CCAG-MOE 'Résiliation pour motif d'intérêt général'.

Par **dérogation** à l'article 31 du CCAG-MOE 'Résiliation pour motif d'intérêt général', le titulaire ne sera pas indemnisé pour une résiliation déclarée dans le cadre d'un coût de référence supérieur au seuil de tolérance.

2. Dans l'hypothèse où le COUT DE REFERENCE dépasse le COUT PREVISIONNEL DEFINITIF DES TRAVAUX sans toutefois atteindre le SEUIL DE TOLERANCE :

Le Maître de l'Ouvrage peut également déclarer l'appel d'offres infructueux. Dans ce cas, le Maître d'œuvre étudie :

- soit les **adaptations** (techniques, calendaires, etc...) de nature à réduire ce coût et sans que cela n'ouvre droit à **aucune rémunération complémentaire**,

- soit, en accord avec le maître d'ouvrage, les **modifications de programme** de nature à réduire ce coût, ces études feront l'objet d'une **rémunération complémentaire**.

9.2 COUT DE REALISATION DES TRAVAUX ET ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le coût de réalisation des travaux est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux passés par le Maître de l'Ouvrage pour la réalisation du projet.

Le Maître d'Œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M_0 correspondant au mois de remise de l' (ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

9.2.1 TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance égal à **2,5%**.

9.2.2 APPLICATION DE LA TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Définition du « SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX »

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance qui lui est affecté.

Définition du « COUT CONSTATE APRES ACHEVEMENT DES OUVRAGES »

Le coût constaté déterminé par le Maître de l'Ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, actes modificatifs, etc... intervenus pour la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion des travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante de la volonté du Maître d'Œuvre (changement de réglementation, travaux Maîtrise d'Ouvrage, etc...).

Les surcoûts éventuels résultant du remplacement d'une entreprise défaillante ainsi que les incidences des pénalités et primes appliquées aux entreprises sont également exclus.

Le montant des travaux supplémentaires consécutifs à une omission, imprécision ou erreur de décision du Maître d'œuvre est pris en compte pour le coût total constaté des travaux.

Pénalités pour dépassement du SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Si le COUT CONSTATE est supérieur au SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à **l'article 3 de l'acte d'engagement**.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 10 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

A titre conservatoire, si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs du Maître d'Ouvrage type T_m selon l'article suivant) dépasse le seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître de l'Ouvrage - par fractions réparties sur les décomptes d'honoraires du maître d'œuvre correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

10 MODIFICATION DU PROJET

10.1 MODIFICATIONS A LA DEMANDE DU MAITRE D'OUVRAGE

A l'exception des cas cités ci-après, en cas de **modifications ou d'adaptations de programme** ou de **prestations décidées par le Maître de l'ouvrage** et en cas de **travaux modificatifs à la demande du Maître de l'ouvrage**, notamment par suite d'événements qui s'imposeraient à lui (changement de réglementation par exemple) au cours des études ou au cours des travaux, sans que cela résulte d'erreur, d'imprécision ou d'omission du concepteur, le présent marché fera l'objet d'un acte modificatif qui arrêtera le programme modifié, le calendrier, le nouveau coût prévisionnel des travaux et adaptera en conséquence la rémunération du Maître d'œuvre ainsi que les modalités de ses engagements relatifs au respect du coût des travaux.

Ces travaux modificatifs (appelés de **type Tm**) donnent lieu à rémunération complémentaire du Maître d'œuvre au prorata des missions réellement exécutées.

Pour les travaux modificatifs demandés en cours de réalisation des travaux par le Maître de l'Ouvrage qui conduiront à des moins-values, le maître d'œuvre sera rémunéré pour les missions qu'il aura exécutées.

Enfin, les modifications suivantes ne sont pas prises en compte pour appliquer cet article :

- Les adaptations en phase Avant – Projet
- Les observations formulées par le Maître d'Ouvrage aux différents stades des études,
- Les adaptations du projet suite à des observations formulées par des tiers et acceptées par le Maître de l'Ouvrage telles que : le Contrôleur Technique, l'Architecte des Bâtiments de France, le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, autres tiers...
- Les adaptations résultant :
 - soit des précisions d'exigences susceptibles d'être exprimées par le Maître de l'Ouvrage telles que prévues au programme ;
 - soit de mise au point des ouvrages témoins ;
 - soit des adaptations de distributions partielles dans un secteur déterminé afin d'améliorer le fonctionnement d'une zone.

L'engagement des modifications décidées par le maître de l'ouvrage suivra le processus suivant :

- demande dûment mentionnée dans un compte rendu de réunion ou un courrier faisant l'objet d'un ordre de service,
- estimation par la maîtrise d'œuvre de l'incidence de la modification demandée sur l'estimation du coût ou les dépenses de travaux,
- décision du Maître d'ouvrage.

10.2 MODIFICATIONS QUI S'IMPOSENT AU MAITRE DE L'OUVRAGE

Lorsque des travaux modificatifs dus à une erreur, omission, imprécision du Maître d'œuvre, ou proposés par lui pour des raisons esthétiques ou autres, sont nécessaires ou acceptés, le concepteur doit fournir les études, plans, dossiers et autres prestations correspondantes sans augmentation de son forfait de rémunération.

Il en sera de même des modifications du projet pour le rendre conforme aux réglementations en vigueur, aux règles de l'art, à la suite d'interventions notamment du contrôleur technique ou du CSPS.

Ces travaux modificatifs (appelés de **type Ts**) ne donnent pas lieu à rémunération complémentaire et sont inclus dans le coût constaté des travaux, ou des équipements, servant à la détermination de l'éventuelle pénalité appliquée au Maître d'œuvre dans les conditions du présent CCAP.

10.3 MODIFICATIONS A LA DEMANDE DU MAITRE D'ŒUVRE

Au cours des phases d'études, la Maîtrise d'Œuvre, pour satisfaire à la bonne exécution de sa mission et notamment au respect du coût prévisionnel des travaux, peut proposer des prestations modificatives sans modification de programme.

Ces prestations modificatives ne pourront avoir pour conséquence d'augmenter le coût prévisionnel des travaux, ni d'allonger le calendrier des études, ni de modifier l'objectif de livraison, fixés par le Maître de l'Ouvrage.

Le concepteur doit fournir les études, plans, dossiers et autres prestations correspondantes sans augmentation de son forfait de rémunération.

10.4 REMPLACEMENT D'ENTREPRISE

En cas de substitution d'une entreprise par une autre pour quelque raison que ce soit (mise en régie, cessation d'activité, résiliation de marché, ...) entraînant ou non une augmentation du coût des travaux, le Maître d'Œuvre devra, sans supplément de rémunération, fournir tous les éléments (plans, devis descriptifs, ...) nécessaires à une nouvelle consultation d'entreprise dès que le Maître de l'Ouvrage lui en fait la demande.

Les documents contractuels sanctionnant ce remplacement, acte modificatif ou nouveau marché de travaux, sont fournis eux aussi, sans augmentation du forfait de rémunération.

11 RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

11.1 AVANCE

11.1.1 PRINCIPE

En application des articles R2191-3 à 12 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire si ce dernier a accepté cette avance dans l'Acte d'Engagement.

L'avance est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Son montant n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations qui figure à un décompte atteindra ou dépassera 65% du montant du marché.

Le remboursement de cette avance devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire n'a droit à cette avance que pour la part qu'il exécute directement, le solde revenant aux sous-traitants qui la demandent.

11.1.2 GARANTIE

En application de l'article R2191-7 du Code de la commande publique, une garantie à première demande devra être constituée par le titulaire, au titre du remboursement de cette avance.

11.1.3 PAIEMENT

Le règlement de cette avance ne pourra intervenir qu'après remise au maître d'ouvrage de cette garantie. Ce règlement interviendra dans les 50 jours à compter de la date de remise du document.

L'ensemble de ces dispositions s'applique pour chaque membre du groupement dans la limite des prestations de chacun d'eux.

11.2 LES ACOMPTES

11.2.1 GENERALITES

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes et en fonction des montants de chaque élément de mission défini dans l'acte d'engagement.

Dans le cas où leur délai d'exécution est important, ces prestations sont réglées avant l'achèvement afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs respecte les dispositions du Code de la commande publique.

L'état périodique, établi par le Maître d'Œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution; ce pourcentage, après accord du Maître de l'Ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Les montants de chaque élément de mission (de base ou complémentaire) feront l'objet d'autant de facturations qu'il y aura de tranches et de phases de travaux ou d'études distinctes, au prorata des montants prévisionnels ou réels des travaux.

11.2.2 POUR L'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES ESQ, APS, APD, PRO ET DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Les prestations incluses dans ces éléments sont réglées comme suit :

- à la remise de chaque élément dossier d'études..... **75 %**
- à l'approbation de l'élément d'études par le CHU..... **25 %**

11.2.3 POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS DCE ET ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- à l'approbation du dossier de consultation des entreprises : **35 %** ;
- Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le Maître de l'Ouvrage de ou (des) offre(s) des entreprises.....**65 %**.

Ces 65 % feront éventuellement l'objet de plusieurs facturations, au prorata des montants des marchés de travaux signés.

11.2.4 POUR L'EXECUTION DE LA SYNTHÈSE ET DE L'EXE1

Les prestations incluses dans l'élément SYN et EXE1 sont réglées comme suit :

- sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution à remettre par les entreprises, qui seront présentés au visa du Maître d'Œuvre, et ce qui sera réalisé entièrement par le Maître d'œuvre : **25 %**,
- sur production du même document, complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution ont été visés par la Maîtrise d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires, ou de l'état des productions directe du MOE : **75 %**,

Cette part pourra faire l'objet d'acomptes intermédiaires, au prorata des visas effectués.

11.2.5 POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE CONTROLE D'EXECUTION (DET, VISA, SYN, EXE2 ET AOR)

a) Élément DET (direction des travaux), ou des éléments VISA, SYN et EXE2

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET, VISA, SYN et EXE2 sont réglées comme suit :

- **90 %** pendant l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement au montant des travaux des marchés de base effectués depuis le début du chantier,
- **5 %** à l'accusé de réception par le Maître de l'Ouvrage des projets de décomptes finaux de tous les lots,
- **5 %** à la date de l'accusé de réception, par le Maître de l'Ouvrage, des décomptes généraux devenus définitifs par les signatures sans réserve des entrepreneurs, ou après traitement des réclamations éventuelles des entreprises.

b) Élément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit en fonction des résultats des opérations préalables à la réception. En cas de réception partielle, cet élément sera partagé au prorata du montant des travaux concernés :

Si la réception est sans réserve :

- **60 %** à la date de l'accusé de réception par le Maître de l'Ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception comportant la proposition de réception sans réserve du Maître d'Œuvre,
- **30 %** à la remise des dossiers des ouvrages exécutés (dossiers des entreprises, dossier de l'architecte, dossier d'entretien ultérieur des ouvrages)
- **10 %** à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages ou à l'issue de sa prolongation décidée par le Maître de l'Ouvrage

Si la réception est avec réserves :

- **30 %** à la date de l'accusé de réception par le Maître de l'Ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception comportant la proposition de réception avec réserves du Maître d'Œuvre,
- **30 %** à la date de l'accusé de réception par le Maître de l'Ouvrage du procès-verbal constatant la levée de la dernière réserve,

- **30 %** à la remise des dossiers des ouvrages exécutés (dossiers des entreprises, dossier de l'architecte, dossier d'entretien ultérieur des ouvrages),
- **10 %** à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages ou à l'issue de sa prolongation décidée par le Maître de l'Ouvrage

11.3 MODE DE REGLEMENT

11.3.1 DELAIS DE PAIEMENT

Conformément à l'article R2192-11.1° du Code de la Commande Publique, le paiement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture par le Maître de l'Ouvrage, par virement administratif.

11.3.1.1 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 du CCAG-MOE.

Facture électronique :

Conformément au décret n°2019-748 du 18 Juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt de la facture électronique :

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'État « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture.
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture.
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique.
- Le code d'identification du service en charge du paiement.
- La date d'exécution des services.
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées.
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire.
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement.
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

11.3.2 MISSION DE BASE : FORFAITS PROVISOIRES ET DEFINITIFS

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments de l'avant-projet seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

Les acomptes des éléments suivants seront payés sur la base du forfait définitif de rémunération calculé en fonction du coût prévisionnel définitif des travaux. Il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion de la présentation de l'acompte suivant la notification de l'avenant qui fixe le forfait définitif de rémunération, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments précédents.

11.3.3 MONTANT DE L'ACOMPTE

Le règlement des sommes dues au Maître d'Œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique.

a) Etat périodique et décompte périodique

L'état périodique établi par le Maître d'Œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le Maître d'Œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé ou sur lequel il doit être rappelé.

Le décompte périodique indique le montant total des sommes dues au Maître d'œuvre depuis le début du marché jusqu'à l'expiration de la période correspondante, en prix de base hors TVA.

b) Projet d'acompte périodique

Le Maître d'Œuvre envoie au Maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet d'acompte périodique, sur lequel sont rappelées les indications suivantes :

- * la désignation des parties cocontractantes du Marché (titulaires et Maître de l'Ouvrage, noms et prénoms s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète s'il s'agit d'une personne morale)
- * les références du marché et éventuellement de chacun des avenants et actes spéciaux,
- * l'objet succinct du marché,
- * la période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande de paiement.

Le projet d'acompte périodique est calculé en indiquant successivement :

1. Le montant du décompte périodique,
2. Le montant de l'acompte, calculé en retenant le montant du décompte périodique ci-dessus, auquel est soustrait le montant du décompte périodique précédent,
3. L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 8 du présent CCAP, en retenant son montant cumulé pour la totalité de la mission et diminué du cumul précédent,
4. Les pénalités éventuelles applicables au Maître d'Œuvre au titre de cet acompte, calculées conformément au présent CCAP en retenant leur montant cumulé pour la totalité de la mission et diminué du cumul précédent,
5. Le montant total des sommes dues au titre de l'acompte, exprimé hors TVA, ce montant étant la récapitulation des montants 2, 3 et 4 ci-dessus,
6. L'incidence de la TVA, appliquée au montant du point 5 ci-dessus,
7. Le montant total des sommes dues au titre de cet acompte, exprimé TTC, calculé en additionnant les montants des points 5 et 6 ci-dessus.

Il sera présenté un projet d'acompte unique pour tous les cotraitants qui différenciera les sommes dues à chacun

c) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au Maître d'Œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui vérifie le projet du Maître d'Œuvre et augmenté éventuellement des intérêts moratoires qui seraient dus.

Le maître d'ouvrage adresse au Maître d'Œuvre l'état d'acompte qu'il a éventuellement modifié.

11.4 SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article « Achèvement de la mission » du présent CCAP et dans les 30 jours suivant la publication du dernier index nécessaire au calcul de révision des prix, le Maître d'Œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

11.4.1 DECOMPTE FINAL

Le décompte final, établi par le Maître d'Œuvre comprend :

- a) Le forfait définitif de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus, fixé dans les conditions définies au présent C.C.A.P.;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le Maître de l'Ouvrage, telle que définie au présent C.C.A.P.,
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au Maître d'Œuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

11.4.2 PROJET D'ETAT DE SOLDE

Le Maître d'Œuvre transmet simultanément un projet d'état de solde, établi en reprenant les points indiqués à l'article – Projet d'acompte périodique – ci-dessus, et retenant comme nouveau cumul le décompte final qu'il a établi.

11.4.3 DECOMPTE GENERAL - ETAT DU SOLDE

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend, après vérifications :

- a) Le décompte final ci-dessus,
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le Maître de l'Ouvrage,
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur,
- d) L'incidence de la révision des prix,
- e) L'incidence de la TVA,
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus,
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au Maître d'Œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le Maître d'Œuvre.

11.5 INTERETS MORATOIRES

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

12 ASSURANCES

12.1 GARANTIE D'ASSURANCE DES INTERVENANTS

Tous les intervenants qui constituent la maîtrise d'œuvre devront être titulaires des polices d'assurance suivantes souscrites auprès d'assureurs notoirement solvables :

12.1.1.1 Police Responsabilité Civile, Professionnelle, en cours de conception, chantier et après livraison

Chaque bénéficiaire d'un contrat de maîtrise d'œuvre devra être titulaire de polices couvrant pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'il encourt en vertu du droit français, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le Maître d'Ouvrage et son assistant.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à dommage matériel, garanti ou non.

Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

Le Maître d'œuvre est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit une assurance garantissant leurs responsabilités aux conditions indiquées ci-dessus.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander à la maîtrise d'œuvre de souscrire, en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire en nature de garantie ou en montant de couverture.

12.1.1.2 Garantie décennale des ouvrages de bâtiment

La Maîtrise d'œuvre devra, conformément à la loi 78/12 du 4 janvier 1978, être couverte par une police d'assurance de responsabilité décennale dans le cadre des missions dont elle a la charge, y compris celles qu'elle donne en sous-traitance.

La maîtrise d'œuvre devra être couverte pour les dommages engageant la garantie de Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code Civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux existants et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais et les conséquences de l'erreur sans désordre en cours de travaux.

Les cotraitants devront justifier de la couverture effective par leurs assureurs des prestations qui leur sont attribués.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des constructeurs.

12.1.1.2.1 **Attestation d'assurance**

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et responsabilité décennale exigées des intervenants devront être adressées à tout moment de l'exécution du marché : faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'assurance elle-même. L'attestation d'assurance décennale devra indiquer que le montant de garantie est un premier risque exclusif de la règle proportionnelle de capitaux. Aucun règlement pour solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

12.1.1.2.2 Absence ou insuffisance de garantie

En cas de Dommages Ouvrages, toute surprime appliquée par l'assureur Dommages Ouvrages du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance de la maîtrise d'œuvre ou du fait d'une absence de qualification ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge de l'intervenant responsable lequel s'engage à la régler au maître de l'ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou étendue.

La souscription de contrats d'assurance par le Maître de l'Ouvrage, ne dégage en aucune façon la Maîtrise d'Œuvre de ses obligations vis à vis du Maître de l'Ouvrage, de ses cocontractants et des tiers. Elle reste tenue de garantir le Maître de l'Ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de son fait et s'oblige à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à ses sous-traitants éventuels.

12.2 POLICES D'ASSURANCES EVENTUELLEMENT SOUSCRITES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Police Dommages Ouvrages

Le Maître de l'Ouvrage envisage de souscrire une police Dommages Ouvrages.

Tous Risques Chantier

Le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour la durée des travaux une police d'assurance Tous Risques Chantier et une assurance Responsabilité du Maître d'ouvrage couvrant, à concurrence de leur montant, les coûts de réparation des travaux neufs en cas de dommages matériels les atteignant.

13 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'utilisation des résultats et les droits respectifs du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre en la matière sont définis au chapitre 5 '*Utilisation des résultats*' du CCAG-MOE.

Sous réserve du droit moral du Maître d'œuvre, le présent marché sera interprété comme donnant les droits les plus larges au Maître de l'Ouvrage pour utiliser l'œuvre du Maître d'Œuvre. En cas de doute, il sera interprété en faveur du Maître de l'Ouvrage.

En conséquence, le Maître d'Œuvre cède par les présentes, le droit exclusif de construire un édifice en exécution de ses plans, études, avant-projets, croquis, maquettes, etc..., ainsi que d'apporter toute modification à un tel édifice en vue de l'adapter aux besoins de tout occupant. Pour les besoins du présent article, tout édifice ainsi réalisé, ainsi que les plans, études, avant-projets, croquis, maquettes, etc..., sont dénommés ensemble, l'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre cède en outre au Maître de l'Ouvrage, à titre exclusif, le droit de reproduire, dupliquer, imprimer l'Œuvre, en noir et blanc ou en couleur, sur tous supports, papiers ou autres, connus ou non encore connus, le droit d'adjoindre à l'Œuvre tout élément graphique tel que logo, signe distinctif, etc..., le droit d'utiliser les reproductions de l'Œuvre, quelles qu'elles soient, aux fins de réalisation, de publication, de diffusion, d'édition et de réédition de tout ouvrage technique, professionnel ou non, de cartes postales, etc..., quel qu'en soit le format, le mode de publication et de diffusion, la qualité d'édition et sans limitation de tirage, et ce compris les droits dérivés ou secondaires.

Par l'exploitation des droits dérivés et secondaires, on entend notamment l'utilisation, la reproduction, et l'exploitation des éléments de l'œuvre en vue de la fabrication de produits, objets ou articles destinés à être mis en circulation et notamment : matériel publicitaire et promotionnel, œuvres des arts graphiques et plastiques, vêtements, vaisselle, souvenirs, etc...

Enfin, le Maître d'Œuvre cède au Maître de l'Ouvrage, à titre non exclusif, le droit de représenter, de diffuser et d'exploiter l'Œuvre par tout moyen et notamment par télédiffusion (au sens de l'article L122.2 du Code de la propriété intellectuelle), en ce compris la radiodiffusion, transmission satellite, câblodistribution - initiale ou secondaire, active ou passive -, par projection publique et par transmission dans un lieu public de l'Œuvre télédiffusée, et par tout autre moyen connu ou non encore connu.

La présente cession est consentie par le Maître d'Œuvre pour le territoire du monde entier et pour la durée de propriété littéraire et artistique sur l'Œuvre. De son côté, le Maître d'Œuvre s'interdit de commercialiser l'Œuvre par voie de modèles types de construction au sens de la loi sur l'architecture.

Toutefois, le maître d'œuvre dispose du droit d'utiliser sans condition l'image de l'œuvre, sous réserve de mentionner le nom du maître d'ouvrage.

La présente cession est réputée rémunérée forfaitairement par les honoraires versés au Maître d'Œuvre au titre du présent marché. Le nom et la qualité du Maître d'Œuvre devront figurer sur toutes les reproductions de l'Œuvre, sauf instruction en sens contraire du Maître d'Œuvre.

14 DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION

14.1 REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

14.1.1 CONCILIATION PAR UN TIERS

En cas de différend portant sur le respect des clauses du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis un arbitre avant toute procédure judiciaire.

Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

14.1.2 SAISINE DU COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable

14.2 RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles ci-dessous du CCAG-MOE

- 3.4.3 'Conduite des prestations par une personne nommément désignée',
- 25 à 32 'Résiliation'

avec les précisions suivantes :

14.2.1 FORMALISME DES RECLAMATIONS

Tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part du maître d'œuvre d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que le maître d'œuvre réitère sa demande lors de la production de ce projet.

14.2.2 RESILIATION

Par **dérogation** à l'article 31 '*Résiliation pour motif d'intérêt général*' du CCAG.-MOE. :

- le règlement des sommes dues au Maître d'Œuvre correspondra aux missions normalisées déjà commandées par le Maître de l'Ouvrage et accomplies ;
- la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du Maître d'Œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage sera égal à 2 % (deux pour cent) de la partie résiliée du marché, par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE.

Dans les conditions définies à l'article 30 'Résiliation pour faute du titulaire' du CCAG-MOE, si le Maître d'Œuvre se montre incapable de remplir ses obligations contractuelles ou commet dans l'exercice de celles-ci des fautes graves de nature à compromettre le bon déroulement de l'opération, le marché est alors résilié sans indemnité et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée avec un abattement au moins égal à 10 %.

Dans les conditions définies à l'article 28 'Résiliation pour événements extérieurs au marché' du CCAG-MOE, le marché est résilié de plein droit, sans indemnité et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans le cas d'une cotraitance et en atténuation des dispositions prévues aux articles 30 et 32 du CCAG-MOE, si le cas de résiliation ne concerne pas le Mandataire, il n'y aura ni résiliation du marché, ni abattement sur la rémunération de la fraction des missions déjà accomplies, sous réserve que le Mandataire propose et obtienne l'agrément par le Maître de l'Ouvrage du nouveau cotraitant, dans des délais compatibles avec le déroulement de la mission, tels qu'ils auront été acceptés par le Maître de l'Ouvrage lors de la notification de la défaillance.

Au cas où le Maître de l'Ouvrage ne pourrait poursuivre l'opération pour tout motif administratif, organisationnel, technique, commercial ou financier dûment justifié et notamment, mais de manière non limitative :

- en cas d'impossibilité de réunir le financement,
- ou en cas de sursis à statuer, de refus ou de retrait des autorisations administratives, de déféré ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi des autorisations administratives, de modification ou de révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du Permis de Construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas,

Le règlement des sommes dues au Maître d'Œuvre correspondra aux missions déjà accomplies, sans abattement et sans versement d'indemnité pour rupture de contrat.

En complément à l'article 30 'Résiliation pour faute du titulaire' du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié sans indemnité dans le cas où le Maître d'Œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 9 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

14.2.3 CONSEQUENCE DE LA RESILIATION

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de faire poursuivre la mission du Maître d'Œuvre par une personne compétente de son choix, agissant dans le respect du code de la déontologie des architectes.

Par ailleurs, le bâtiment pourra pour les besoins actuels ou futurs envisageables de sa destination, subir des transformations pour être conformes à la législation, à la réglementation aux normes et ce, sans atteindre le droit moral du concepteur.

14.3 TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif d'Amiens.

14 rue Lemerchier - CS 81114 - 80011 Amiens cedex 1
Adresse internet : <http://Amiens.tribunal-administratif.fr>

15 CLAUSES DIVERSES

15.1 CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 'Conduite des prestations par une personne nommément désignée' du CCAG-MOE sont applicables.

De plus, les articles du CCAG-MOE, traitant de la résiliation pour faute du titulaire (Article 30) et les autres cas de résiliation (Articles 28 à 31) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

15.2 COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Les parties au marché peuvent communiquer entre elles par courrier simple ou par courrier électronique. Lorsque les communications, quelle qu'en soit la teneur, se font par télécopie, c'est la télécopie d'expédition du message qui lui confère «date certaine».

La LRAR ou la remise contre récépissé seront utilisées dans les cas suivants :

- ◆ Notifications (OS)
- ◆ Mises en demeure du maître de l'ouvrage au titulaire.
- ◆ Mémoires en réclamation.
- ◆ Décision de résiliation.

15.3 REDRESSEMENT JUDICIAIRE OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-MOE les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître de l'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le maître de l'ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application des articles L627-2 et 622-13 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer cette faculté ouverte (faculté d'exiger la continuation du contrat en cours).

En cas de réponse négative, ou en l'absence de reprise dans le délai d'un mois à compter de l'accusé de réception de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou réduit si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur, ou du titulaire, de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du titulaire.

Dans cette hypothèse, le maître de l'ouvrage pourra accepter la poursuite du marché pendant la période visée à la décision de justice (trois mois au maximum) ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

15.4 CONDITIONS D'EXECUTION

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit remettre une attestation indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère. Dans l'affirmative, il certifie que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

15.5 ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du Maître d'Œuvre s'achève au plus tôt :

- à la fin du délai de "garantie de parfait achèvement" (prévue au CCAG applicable aux marchés de travaux)
- ou après prolongation de ce délai si :
 - ♦ les réserves signalées lors de la réception des travaux ou lors de l'obtention du certificat de conformité (dont le titulaire suit l'instruction) ne sont pas toutes levées à la fin de cette période,
 - ♦ ou si l'instruction des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux n'est pas complète,
 - ♦ ou si les réponses prévues par le CCAG Travaux aux éventuels mémoires en réclamation selon les dispositions du CCAG Travaux ne sont pas fournies.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lorsque ces prestations sont totalement achevées et que le certificat de conformité est obtenu.

La mission est réputée remplie lorsque toutes les prestations dues sont réalisées et que le Maître de l'Ouvrage a procédé aux opérations de vérification conformément à l'article 20 du CCAG-MOE.

L'achèvement de la mission fera l'objet, sur demande du Maître d'œuvre, d'une décision établie par le Pouvoir adjudicateur, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que toutes les obligations découlant du marché ont été remplies.

Ce procès-verbal, quels que soient son contenu et les formes dans lesquelles il est rédigé, n'emporte pas renonciation du Maître d'Ouvrage aux actions que ce dernier pourrait engager au titre des articles 1792 et suivants du Code Civil.

16 DÉROGATIONS AU CCAG-MOE

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
2	4.1
5.1	20.4.2
5.5	21
9.1.5 / 14.2.2	31
15.3	28

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G.-M.O.E. n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G.-M.O.E. qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessous conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.